

REVUE DE PRESSE

service communication



Paris-Normandie

AGENDA

Publié le 30/04/25

À VENIR

Le Petit-Quevilly

Fête du vélo

Fête du vélo organisée par l'Office municipale des sports (OMS). Parcours, randonnées VTT, animations, jeux. Découverte du patrimoine local. Samedi

10 mai de 9 h à 18 h, square Marcel-Paul. Gratuit. Infos : petit-quevilly.fr

Paris-Normandie

Football – R1 : Samuel Come Ruiz fait le bonheur de la réserve de QRM

Au sein de la réserve de QRM, le jeune Samuel Come Ruiz, 22 ans, enchaîne les bonnes performances. Au point de rebondir avec l'équipe fanion la saison prochaine ?



Samuel Come Ruiz est l'un des éléments moteurs de la réserve de QRM cette saison

Par la rédaction

Publié: 29 Avril 2025 à 15h59

Buteur à sept reprises lors des six derniers matches (il en compte onze depuis le début de la saison), le jeune milieu offensif Samuel Come Ruiz formé au Paris FC, passé par Chambly et Laval puis arrivé cette saison à QRM, réalise une grosse fin de saison, lui qui aspire à évoluer de plus en plus avec l'équipe première à l'avenir. *« Je suis à l'origine de sa venue, confie son coach, Thomas Tiarci. Il a fait un bon match de détection chez nous, du coup je l'ai fait signer. »*

« À la fin de ma saison à Laval, j'étais dans un groupe réduit pour intégrer l'équipe professionnelle l'année suivante mais, au final, j'ai appris qu'ils avaient choisi un type de milieu de terrain plus défensif qu'offensif », ajoute le jeune joueur originaire de Montmorency. *« J'aurais pu jouer en N3 avec la réserve mais cela faisait une saison et demie que j'étais là-bas et je voulais intégrer un groupe plus expérimenté. Mon but était de jouer en réserve et prouver que je pouvais aller plus haut. Je voulais montrer mon niveau. »*

Tiarci : « C'est un joueur avec une qualité technique au-dessus de la moyenne »

Et du talent, il en a suffisamment pour pouvoir prétendre un jour évoluer à un niveau plus élevé. *« C'est un joueur avec une qualité technique au-dessus de la moyenne »,* ajoute le coach de la réserve quevillaise, actuellement 2e au classement. *« Il est efficace aujourd'hui à un poste qui n'était pas vraiment le sien auparavant. Son défaut, c'est qu'il est un peu trop joueur. Il faut qu'il soit plus mature. Mais il a clairement les qualités pour aller s'entraîner avec le groupe pro. »*

De son côté, Samuel Come Ruiz se définit comme possédant une bonne intelligence de jeu même s'il doit encore progresser physiquement. *« Je pense avoir progressé, en jouant en faux numéro 9, sur mon jeu dos au but et sur mes appels en profondeur. Je dois encore travailler sur ma puissance, ma vitesse et mon pied gauche. »*

« Je suis content de ma saison »

Malheureusement pour lui, il n'est apparu qu'une fois en National avec l'équipe première contre Bourg-en-Bresse (23 minutes). *« Je n'ai pas convaincu malgré des entraînements en début de saison. De plus, de nouveaux joueurs sont arrivés, ce qui ne m'a pas permis de m'imposer. J'essaye de donner le meilleur de moi-même. »* « David Carré avait ses joueurs, confirme Thomas Tiarci. *Mais il fait partie de ceux qui sont susceptibles d'y aller. »* Reste maintenant à savoir de quoi sera faite la prochaine saison du jeune attaquant. *« Je souhaiterais le conserver. On aura une discussion entre la direction, le coach de l'équipe première et moi-même bientôt pour définir tout cela. »*

« Je suis content de ma saison malgré le fait de ne pas avoir beaucoup joué avec la première, conclut Samuel Come Ruiz. J'ai contribué au bon classement de mon équipe et on jouait encore la montée jusqu'à ce week-end (défaite contre Pacy-Ménilles 1-0)... J'attends de voir ce que veut faire QRM avec moi. »

France 3 Normandie

Pollution : le soleil est là, mais la qualité de l'air est mauvaise



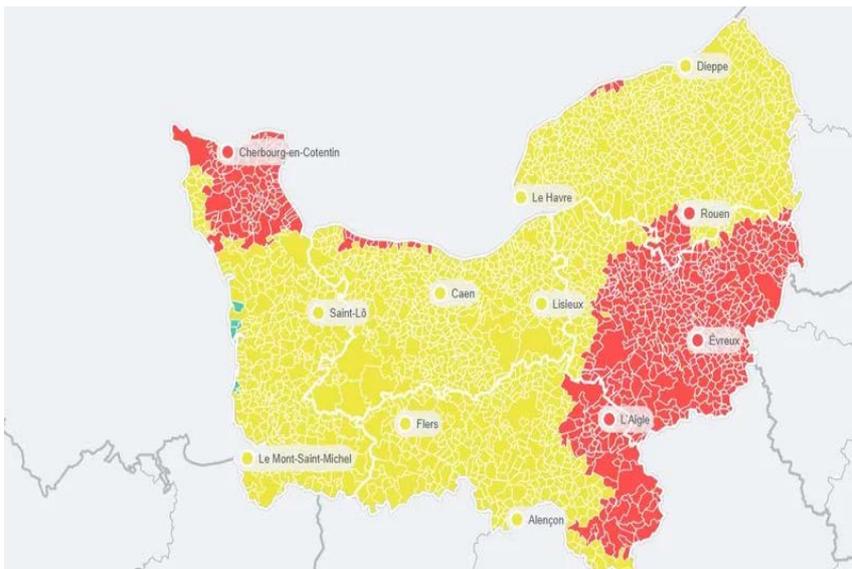
[Un épisode de pollution atmosphérique majoritairement "mauvais", doit avoir lieu ce mardi 29 avril 2025, en Normandie. • © France Télévisions](#)

Écrit par [Mathilde Riou](#)

Publié le 29/04/2025 à 11h54

L'été s'installe en Normandie pour toute la semaine, bonne nouvelle pour ceux qui ont la chance de faire le pont du 1er mai. Toutefois, il faudra faire attention si vous vous trouvez vers Cherbourg ou Rouen ou encore dans l'Eure, car la qualité de l'air est mauvaise.

ATMO Normandie a publié son bulletin de situation pour ce mardi 29 avril 2025 : *"l'indice de la qualité de l'air sera majoritairement dégradé à mauvais sur la Normandie. Le temps chaud et ensoleillé favorisera la formation d'ozone par réaction chimique à partir de polluants présents dans l'atmosphère. Par ailleurs, les particules fines resteront localement présentes, notamment dans les zones côtières."*



[Situation de la qualité de l'air en Normandie au 29 avril 2025 publiée par Atmo Normandie. • © ATMO NORMANDIE](#)

Sur la carte d'Atmo Normandie, vous pouvez voir que le nord de la Manche, le sud de la Seine Maritime, l'est de l'Orne et l'Eure sont placés en rouge signifiant un air mauvais. Pour le reste de la Normandie placée en jaune, la qualité de l'air est dégradée. Quelques endroits de la côte ouest de la Manche sont épargnés.

Depuis le début de l'année, ce mardi 29 avril est le 6^{ème} jour d'épisode de pollution en Normandie. Deux ont été enregistrés en janvier et trois au cours du mois de mars.

Les recommandations en cas de pic de pollution :

Populations vulnérables : femmes enceintes, nourrissons et jeunes enfants, personnes de plus de 65 ans, personnes souffrant de pathologies cardiovasculaires, insuffisants cardiaques ou respiratoires, personnes asthmatiques.

Populations sensibles : personnes se reconnaissant comme sensibles lors des pics de pollution et/ ou dont les symptômes apparaissent ou sont amplifiés lors des pics (par exemple : personnes diabétiques, personnes immunodéprimées, personnes souffrant d'affections neurologiques ou à risque cardiaque, respiratoire, infectieux).

Dans tous les cas :

- en cas de gêne respiratoire ou cardiaque, prenez conseil auprès d'un professionnel de santé ;
- privilégiez des sorties plus brèves et celles qui demandent le moins d'effort ;
- prenez conseil auprès de votre médecin pour savoir si votre traitement médical doit être adapté le cas échéant.

"Désastre sanitaire", "restreindre plutôt qu'interdire": la proposition de proscrire les écrans avant six ans fait débat



Les activités sur écrans doivent être proscrites pour les enfants de moins de six ans, d'après de experts © Getty - Ioannis Tsotras

Publié le mardi 29 avril 2025 à 19:00 Mis à jour le mercredi 30 avril 2025 à 8:19

Tablettes, TV, ordinateurs, téléphones, jeux vidéo : les écrans sont néfastes avant l'âge de six ans, car ils "altèrent durablement la santé et les capacités intellectuelles" des enfants, assurent des experts de la santé dans une tribune mardi. Ils appellent à une "prise de conscience collective".

Les activités sur écrans doivent être proscrites pour les enfants de moins de six ans, car elles "altèrent durablement leur santé et leurs capacités intellectuelles", plaident cinq sociétés savantes dans une tribune publiée mardi. Cet "appel à une prise de conscience collective" s'adresse "aux jeunes parents, aux enseignants, éducateurs et pédagogues, aux soignants, aux décideurs politiques" et est cosigné et mis en ligne par [la Société française de pédiatrie](#) et celles de Santé publique, de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent et d'ophtalmologie, ainsi que la Société francophone de santé et environnement.

"En 2025, le doute n'est plus permis"

Le message actuel des autorités sanitaires, "*pas d'écran avant trois ans*", est "*clairement insuffisant et doit être actualisé à la lumière des connaissances récentes*", en devenant : "*Pas d'écran avant six ans*", affirment-elles, un an après le rapport Enfants et écrans réalisés par [une commission d'experts voulue par le président de la République](#), Emmanuel Macron. "*En 2025, le doute n'est plus permis et les très nombreuses publications scientifiques internationales sont là pour nous le rappeler : ni la technologie de l'écran ni ses contenus, y compris ceux prétendument 'éducatifs' ne sont adaptés à un petit cerveau en développement*", ajoutent les signataires. "*Les écrans, quelle qu'en soit la forme - télévision, tablette, téléphone - ne répondent pas aux besoins de l'enfant*" et, "*pire, ils entravent et altèrent la construction de son cerveau*", alertent les sociétés savantes.

"Les expositions sont plus fortes dans les foyers défavorisés"

Professionnels de santé et enseignants de maternelle et de cours préparatoire *"constatent les dégâts produits par une exposition régulière aux écrans avant l'entrée à l'école primaire : retard de langage, troubles de l'attention, de la mémorisation, agitation motrice..."*, poursuit le texte. *"Si tous les milieux socio-éducatifs sont concernés, les expositions sont plus fortes dans les foyers défavorisés, contribuant à l'accroissement des inégalités sociales"*.

Car le neurodéveloppement de l'enfant résulte *"d'observations et d'interactions riches et variées avec l'environnement"* pour lesquels *"les six premières années de vie sont fondamentales"*. *"Il ne s'agit pas de diaboliser les outils numériques et leur usage mais il y a un âge pour tout"*, soulignent ces experts de la santé, qui appellent les parents notamment à *"créer un environnement favorable à la santé et à l'épanouissement de l'enfant"*, en favorisant des *"activités alternatives : lecture à voix haute, jeux -libre, de société ou en plein air- activités physiques, créatives et artistiques"*.

Un "désastre sanitaire annoncé"

Lundi, l'association Pas à Pas l'Enfant a déploré qu'"aucune action concrète n'ait été mise en place pour éviter le désastre sanitaire annoncé" par le rapport Enfants et écrans. *"Quand on essaye de faire comprendre que ça ne convient pas pour des raisons physiologiques, il y a des réactions très vives, très agressives, qui sont de l'ordre de la diabolisation. Pour nous, il s'agit simplement d'informer, avec les connaissances que nous pouvons avoir aujourd'hui"*, explique [sur France Inter](#) ce mercredi Servane Mouton, co-présidente de la commission sur l'impact de l'exposition des jeunes aux écrans.

[L'ex-chef du gouvernement Gabriel Attal et le pédopsychiatre Marcel Rufo ont publié mardi une autre tribune](#) dans [Le Figaro](#) réclamant *"état d'urgence contre les écrans"* avec des *"mesures radicales"* pour *"sauver"* les adolescents des effets délétères des réseaux sociaux : création d'un *"addict score"*, d'un *"couvre-feu numérique"* et *"entretien d'évaluation"* de la dépendance aux écrans en 6e, puis en seconde. La ministre de la Santé Catherine Vautrin *"s'exprimera sur le sujet des écrans dans les prochaines semaines"*, selon ses services.

Pour afficher ce contenu Instagram, vous devez accepter les cookies **Réseaux Sociaux**.

Ces cookies permettent de partager ou réagir directement sur les réseaux sociaux auxquels vous êtes connectés ou d'intégrer du contenu initialement posté sur ces réseaux sociaux. Ils permettent aussi aux réseaux sociaux d'utiliser vos visites sur nos sites et applications à des fins de personnalisation et de ciblage publicitaire.

"Restreindre" plutôt qu'"interdire"

"Interdire" les écrans aux élèves de moins de six ans, *"ce serait se débarrasser du problème"*, a souligné de son côté Maryse Chrétien, présidente de l'association générale des enseignants des écoles maternelles publiques (Ageem), [sur France Inter](#) ce mardi. *"Restreindre, ça veut dire qu'on pose une limite et peut-être que là, on va travailler*

tous ensemble, en ayant peut-être une charte de bonne utilisation des écrans". "On ne souhaite pas se débarrasser du problème, on est des professionnels et on souhaite un usage raisonné du numérique", a ajouté la présidente de l'Ageem.

L'interdiction serait aussi un "problème" car les enseignants ont "une liberté pédagogique", a défendu Maryse Chrétien. "On peut utiliser les supports et les outils dont on a besoin pour pouvoir mettre en place des situations d'apprentissage". Surtout que l'utilisation des écrans est déjà encadrée, a-t-elle affirmé, parce que nous sommes des professionnels et que nous ne laissons pas les enfants sur un temps long devant des écrans".

Selon la présidente de l'Ageem, c'est justement à l'école maternelle, "parce qu'on accueille les familles, qu'on va pouvoir parler des écrans et les accompagner sur cet usage raisonné des écrans". "Il faut éviter de culpabiliser tout le monde", a plaidé Maryse Chrétien, qui a eu l'impression en lisant la tribune publiée par les cinq sociétés savantes "qu'on nous monte les uns contre les autres et qu'on culpabilise".

Libération

«Vol de données de millions de Français» : la Cnil alerte sur des fuites «d'une ampleur inédite» en 2024

L'année dernière a été marquée par un nombre record de sanctions prononcées par le régulateur en charge de protéger la vie privée des Français.



5 629 notifications de violations de données ont été enregistrées en 2024, soit 20 % de plus que l'année précédente. (Mathieu Thomasset/Hans Lucas. AFP)

par [LIBERATION](#) et [AFP](#)

publié le 29 avril 2025 à 9h48

La Commission nationale de l'informatique et des libertés (Cnil), a rendu son bilan de l'année 2024 ce mardi 29 avril. L'autorité protectrice de la vie privée des Français révèle que l'an passé n'a pas été épargné par les violations de données. Au contraire. Elles ont été *«non seulement plus nombreuses mais aussi d'une plus grande ampleur, entraînant le vol de données de millions de Français»*, déplore la Cnil.

Au total, ce sont 5 629 notifications de violations de données qui ont été enregistrées en 2024, soit 20 % de plus que l'année précédente. L'organisme s'inquiète de constater que les attaques réussies sont passées *«d'une vingtaine à une quarantaine»* en un an. Parmi les organismes qui en ont été victimes, on compte France Travail, Free, ou encore Auchan. *«Il y a eu des scandales, il ne faut pas hésiter à le dire, sur l'exploitation des données sensibles sans le consentement des utilisateurs»*, affirme [Marie-Laure Denis, présidente de l'institution.](#)

La Cnil a comptabilisé 17 772 plaintes reçues en 2024, pour un montant total de 55,2 millions d'euros d'amendes. Parmi les entreprises sanctionnées : l'opérateur téléphonique Orange, qui a écopé d'une amende de [50 millions d'euros en décembre pour des publicités non consenties](#). Le montant total des contraventions s'élevait à 89 millions d'euros en 2023. La Cnil avait alors sanctionné le géant français de la publicité Criteo, d'une amende de 40 millions d'euros, et Amazon France Logistique d'une sanction de 32 millions d'euros.

Une surveillance accrue des applications et de l'IA

Le premier trimestre de 2025 est déjà marqué par un chiffre conséquent de violations de données personnelles : plus de 2 500. C'est près de la moitié de ce que la Cnil a enregistré sur tout 2024. Marie-Laure Denis estime qu'avec un système de double authentification, *«80 % des grandes violations de données»* enregistrées l'an passé, *«auraient pu être évitées»* Les entreprises et organismes publics qui détiennent des bases de données de plus de deux

millions de personnes se verront obliger d'instaurer ce système, plus fiable qu'un seul mot de passe.

Le régulateur se fixe un nouvel objectif en 2025 : mener une campagne de contrôle visant les applications mobiles pour vérifier l'usage qu'elles font des données personnelles. «*Chaque Français télécharge environ 30 applications par an*» sur son téléphone, constate la présidente. Dans le [Parisien](#), elle complète que le portable est devenu central, et qu'on «*y trouve toute notre vie privée*». Pourtant, [«ces applications mobiles retracent nos habitudes et parfois notre intimité, récupérant nos données de trajets, les cycles menstruels, l'orientation sexuelle, des données relatives à une grossesse, etc.»](#)

En parallèle, la Cnil a aussi placé l'intelligence artificielle générative, à l'image de ChatGPT, au centre de ses préoccupations. «*On travaille beaucoup avec les acteurs de l'IA pour essayer de voir quelles technologies mettre en œuvre pour qu'il y ait par exemple un filtre au moment de la régurgitation des données*», explique Marie-Laure Denis. Un filtre qui aiderait à ce qu'une partie des données «*puissent être effacées*».

Le Monde

« Cinq fruits et légumes par jour » : les Français connaissent la consigne mais sont loin de la suivre

Selon le baromètre de Santé publique France, près d'un quart des femmes et 18 % des hommes consomment cinq fruits et légumes par jour. Les jeunes adultes sont les moins enclins à suivre cette recommandation.

Par [Mathilde Gérard](#)

Publié hier à 00h00, modifié hier à 18h21



Dans une colocation étudiante, à Toulouse, le 17 octobre 2022. LAURENT MOYNAT / GRANDE COMMANDE PHOTOJOURNALISME

« *Cinq fruits et légumes par jour.* » Ce slogan, bien connu des Français et répété aux jeunes enfants, est cependant loin d'être appliqué au quotidien. Selon les résultats du baromètre de Santé publique France (SPF), publiés mardi 29 avril, [dans le Bulletin épidémiologique hebdomadaire](#), seulement 24 % des femmes adultes et 18 % des hommes suivent les recommandations en matière de fruits et légumes. Une consommation insuffisante qui peut avoir de lourds impacts sur la santé : l'alimentation, lorsqu'elle n'est pas adéquate, est reconnue comme un des principaux facteurs de risque de maladies chroniques évitables, jouant un rôle majeur dans la survenue de diabète de type 2, d'obésité, de cancers et de maladies cardio-vasculaires, et provoque près d'un décès évitable sur cinq dans le monde.

L'enquête, menée courant 2021 par téléphone auprès de plus de 24 000 adultes âgés de 18 à 85 ans, intègre, pour la première fois, un questionnaire détaillé sur les habitudes alimentaires. La méthodologie employée ne permet cependant pas d'évaluer précisément les quantités consommées ni de suivre l'évolution de ces consommations.

Malgré ces limites, et même s'il ne prétend pas répondre aux standards internationaux des enquêtes nutritionnelles, ce baromètre apporte des enseignements précieux sur le suivi insuffisant des messages de santé en matière d'alimentation. Il permet aussi de mieux comprendre les inégalités constatées dans le pays alors que la dernière enquête nutritionnelle d'envergure en France a été conduite en 2016 et que la prochaine vague démarrera à l'été 2025 pour des résultats attendus au mieux en 2027.

Selon le baromètre de SPF, l'écart entre les consommations et les recommandations s'observe sur de nombreuses catégories d'aliments. Seulement 22 % des adultes consomment des légumineuses au moins deux fois par semaine, et 29 % des hommes et 26 % des femmes mangent des féculents complets quotidiennement.

Mais c'est sur les apports en fruits et légumes que les enseignements sont les plus manifestes : les hommes sont moins nombreux à observer les recommandations que les femmes. Deux hommes sur trois sont considérés comme des petits consommateurs de fruits et légumes, c'est-à-dire qu'ils en mangent moins de 3,5 par jour. Chez les femmes, la part des petites consommatrices est plus faible et s'élève à 57 %.

Disparités régionales

L'âge est également une variable importante : la part des 65-74 ans qui consomment cinq fruits et légumes par jour est de 30 %, mais elle chute à 17 % chez les 18-24 ans. Une différence qui s'explique par des habitudes alimentaires changeantes d'une génération à une autre, les plus jeunes se tournant davantage vers une alimentation transformée et moins d'aliments bruts.

Outre l'âge, les facteurs socio-économiques sont déterminants. Le suivi des recommandations s'améliore avec le niveau de diplôme, sauf pour la consommation de féculents complets. Un résultat concordant avec les études sur les inégalités alimentaires qui montrent que le budget fruits et légumes – et plus généralement le budget consacré aux produits frais – est celui sur lequel les ménages rognent en priorité lorsque leurs finances sont contraintes. La perception que les légumes sont moins nourrissants que d'autres catégories d'aliments reste ainsi très présente, malgré leurs apports nutritionnels essentiels.

La structure des ménages influe aussi sur les habitudes : les couples sans enfants se rapprochent davantage des recommandations que les couples avec enfants et surtout que les familles monoparentales, dont les contraintes sont plus fortes.

L'étude met aussi en évidence des disparités régionales, les Hauts-de-France, la Normandie, et les départements et régions d'outre-mer présentant les plus faibles taux de suivi des recommandations. Des résultats concordants avec les études de prévalences du surpoids, de l'obésité et du diabète de type 2, plus fortes dans ces régions. *« L'un des principaux apports de cette enquête est d'amener ces données régionales. Cela fournit un outil pour orienter l'action publique au niveau local, en l'adaptant à chaque contexte »*, fait valoir Valérie Deschamps, coautrice de l'étude et chargée d'expertises scientifiques à SPF.

La faible consommation de fruits et légumes prive, en effet, les individus d'apports cruciaux en fibres, vitamines et autres nutriments essentiels. Plusieurs études évaluent que l'apport insuffisant en fruits et légumes causerait 14 % de la mortalité par cancers gastro-intestinaux, 11 % de la mortalité par maladies ischémiques et 9 % par accidents cardio-vasculaires.

Face à ces constats, l'étude de SPF montre que les messages de santé publique doivent être adaptés. Alors que les cinq portions de fruits et légumes quotidiens (une portion étant équivalente à 80 à 100 grammes) peuvent sembler inaccessibles à ceux qui en consomment le moins, l'agence privilégie désormais le message des petits pas. *« D'où que vous partiez,*

l'idée est de dire "Un petit peu plus, c'est mieux", souligne Valérie Deschamps. Les changements d'habitudes alimentaires peuvent être très lents et les plus petits consommateurs sont les plus à risque et doivent être accompagnés pour tendre vers cette recommandation. »

Interdiction des publicités

Ce baromètre montre aussi qu'informer le consommateur ne suffit pas. Travailler sur la disponibilité dans les magasins, l'accessibilité financière des aliments sains, la mise en avant dans les rayons, le marketing... est tout aussi essentiel. L'Organisation mondiale de la santé plaide ainsi pour un encadrement beaucoup plus strict par les Etats des publicités alimentaires, alors que les marques industrielles déploient un marketing très offensif ciblant particulièrement les enfants et les jeunes adultes.

Quelques semaines avant la publication du baromètre de SPF, le gouvernement a mis en consultation, début avril, un projet de stratégie nationale alimentation, nutrition et climat. Cette feuille de route doit mettre en musique les politiques alimentaires pour favoriser une consommation saine et durable. Mais, au grand dam des associations de santé et de protection de l'environnement, le gouvernement a écarté l'interdiction des publicités pour les aliments les moins sains et ne prévoit pas de mesure de régulation contraignante pour les industriels et la distribution.

D'autres pays ont fait le choix de mesures fortes, contournant les résistances des industriels opposés à toute tentative de régulation. C'est le cas notamment du Royaume-Uni, où entrera en vigueur, à partir d'octobre, l'interdiction de 5 h 30 à 21 heures des publicités télévisées pour la malbouffe afin de réduire le fardeau du surpoids et de l'obésité chez les enfants et les jeunes adultes.